le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 04 mars 2018 N° 442 PRIX : 0,60 Euro

Mali

Des femmes réagissent contre les violences dont elles sont victimes

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

Mali: Des femmes réagissent contre les violences dont elles sont victimes

Pages 4-5
Mali: Agents de sécurité en grève

Page-6
Sénégal: Bras de fer entre le gouvernement et les enseignants grévistes

Page 7
Côte d'Ivoire: Assassinat du petit Bouba, un crime d'un autre âge à imputer à cette société malade du capitalisme

Page 9
Tchad: La grève générale continue dans le secteur public

Page 10
Éthiopie: À nouveau l'État d'urgence dans le pays

Page 12
Mayotte : La colère de la population pauvre face à la dégradation de sa situation et à l'insécurité

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Éditorial _____ p.2

Mali

DES FEMMES RÉAGISSENT CONTRE LES VIOLENCES DONT ELLES SONT VICTIMES

De nombreuses associations de défense des droits de la femme au Mali alertent l'opinion publique et les autorités du pays sur la recrudescence des violences contre les femmes. Elles sont unanimes pour constater qu'il y a une augmentation, voire une « banalisation » *de ces violences. Elles dénoncent aussi* « le manque de réactivité de l'État » *devant ces actes dont la plupart sont impunis.*

Il est difficile de chiffrer le nombre de ces violences du fait que d'une part, les autorités n'y accordent que très peu d'importance et d'autre part, parce que la plupart du temps les femmes battues ou violées n'osent pas porter plainte devant les tribunaux pour de multiples raisons liées à la tradition, à la religion ou bien tout simplement à cause de la peur des représailles.

Ce qui est encourageant c'est que, malgré tout le poids de la pression sociale, de plus en plus de femmes se mobilisent (surtout dans la capitale) pour s'indigner et manifester dans la rue lorsqu'un crime ou un acte de violence contre une femme est portée à leur connaissance. Cela a été le cas tout dernièrement, le 3 février, après le choc de la diffusion sur les réseaux sociaux, de la vidéo d'un viol collectif. Sur les images, on voit une jeune fille de 14 ans qui pleure et se débat face à quatre assaillants à visages à découverts.

De nombreuses femmes, notamment des militantes d'associations féministes comme les Amazones ou des membres d'associations de défense des droits humains ont réagi pour que la police fasse le nécessaire afin de capturer ces criminels. Elles ont enregistré la vidéo du viol et l'ont donné à la brigade des mœurs de Bamako afin qu'une enquête soit ouverte immédiatement.

Connaissant le manque d'enthousiasme des autorités, les militantes ont lancé un appel dans les réseaux sociaux et offert une somme symbolique de 50.000 francs CFA à celle ou celui qui leur donnerait des informations permettant d'entrer rapidement en contact avec la victime ou ses parents.

Craignant que la justice mette le dossier dans un tiroir au cas où la jeune victime du viol ne porterait pas plainte (ou que ses parents ne le feraient pas à sa place),

plusieurs organisations ont été volontaires pour se porter partie civile.

Au bout de quelques jours, les violeurs ont été capturés mais les associations restent vigilantes et exigent qu'ils ne soient pas relâchés dans la nature au bout d'un petit séjour en prison. Elles veulent qu'ils soient jugés de manière exemplaire afin de montrer aux futurs violeurs et agresseurs de femmes qu'ils seront sévèrement punis.

Au niveau du gouvernement, cet acte barbare n'a pas suscité autant d'indignation ni de commentaires particuliers en dehors des autosatisfactions sur la prétendue efficacité de la police. Pour un cas de viol se terminant par des arrestations, combien d'autres restent sans suite ?

Les hommes au pouvoir, les dignitaires religieux et traditionnels, ceux qui occupent le devant de la sphère médiatique, ont plutôt tendance à laisser propager le discours selon lequel ce sont les femmes elles-mêmes qui seraient responsables, par leur « comportement » *ou leur* « provocation », *des violences qu'elles subissent. Comment s'étonner alors de la* « *banalisation* » *des actes de violences contre les femmes ?*

Quelques semaines à peine avant ce viol collectif, le gouvernement malien a eu l'occasion de montrer son vrai visage en matière de lutte contre les violences faites aux femmes. C'était après un meurtre odieux commis par un homme contre sa femme. Le 12 janvier dernier, des femmes ont manifesté devant le parlement pour demander aux députés de voter une loi punissant sévèrement les violences conjugales. Mais le gouvernement, au lieu de soutenir ces femmes qui ont eu le courage de dire qu'elles ne se sentaient pas protégées, a envoyé la police pour les disperser en les aspergeant de gaz lacrymogène et en les frappant à coups de matraques. Aucun député présent n'a protesté contre cette brutalité. Ils ne veulent pas toucher aux lois actuelles qui considèrent la femme comme inférieure à l'homme.

Bamako le 12 aout 2009. Grand rassemblement organisé par le Haut Conseil Islamique au Stade du 26 mars.

L'échec de la tentative de réforme pas très courageuse d'Amadou Toumani Touré

Officiellement, le Mali est « une République laïque » *comme aiment à le répéter ses dirigeants politiques. Mais le statut de la femme tel qu'il est défini dans le* « code de la famille » *est particulièrement rétrograde et découle directement des coutumes musulmanes. En août 2009, l'ancien président Amadou Toumani Touré (ATT) a voulu dépoussiérer un tout petit peu le statut de la femme en faisant adopter au parlement un nouveau code plus moderne. Par exemple, sur la question du mariage, seul le mariage civil devrait être désormais légal contrairement à la loi précédente qui établissait l'égalité entre le civil et religieux. L'âge minimum requis pour le mariage est passé de 16 à 18 ans pour les filles comme pour les garçons. L'épouse ne devrait plus* « *obéissance* » *à son mari. Concernant les enfants,* « l'autorité paternelle » *a été remplacée par* « l'autorité parentale ». *Sur la transmission de l'héritage, ATT a voulu introduire une certaine égalité entre les filles et les garçons en cas de décès des parents.*

Immédiatement après l'adoption du nouveau code, le milieu islamiste (avec à sa tête le Haut conseil islamique dirigé par

l'imam Mahmoud Dicko) a mobilisé ses troupes pour le fustiger sous prétexte qu'il serait « inadapté aux valeurs maliennes » et fabriqué par « la prétendue société civile financée par les Occidentaux », « une trahison contre l'islam », *etc. Ils ont fait défiler leurs talibés en brandissant des tablettes de sourates. Le 12 Août 2009, ils ont rassemblé 50 000 personnes au stade du 26 mars, ce qui a contraint l'ancien président ATT à reculer en retirant sont texte.*

En décembre 2011, ATT fait revoter une nouvelle mouture selon la volonté des imams, c'est-à-dire un code aussi rétrograde que celui d'avant sa réforme de 2009. Il est plus ou moins le reflet du statut d'infériorité de la femme dans la société malienne. La réalité est parfois pire car le peu de droits qui existent dans les lois est surtout destiné à montrer aux instances internationales que « le Mali est un État de droit ».

La lutte contre l'oppression de la femme fait partie de la lutte pour l'émancipation de tous les travailleurs

L'oppression de la femme ne résulte pas des lois existantes mais des réalités sociales et culturelles héritées de longue date. Les lois elles-mêmes ne sont que les reflets des inégalités existantes à l'intérieur de la société. Le combat contre l'oppression de la femme, pour l'égalité des sexes, fait partie du combat des socialistes et cela ne date pas d'aujourd'hui. Il y a deux siècles, le socialiste Charles Fourier expliquait déjà que, dans une société donnée, le degré d'émancipation des femmes est la mesure de l'émancipation générale. C'est une dirigeante socialiste (Clara Zetkin) qui en 1910, proposa de faire du 8 Mars une journée internationale de la femme. Les femmes du monde entier étaient appelées à manifester pour obtenir des droits tels que le droit de vote ou l'égalité des sexes.

Pour les dirigeants du mouvement ouvrier de cette époque-là, le combat pour l'émancipation des femmes était lié au combat de l'ensemble du prolétariat contre l'exploitation capitaliste. En débarrassant la société du système capitaliste, le prolétariat se donnera la possibilité de fonder une nouvelle société où seraient bannies toutes formes d'oppression, dont celle de la femme. L'égalité entre les sexes ne sera pas seulement une simple phrase écrite dans la loi mais deviendra une réalité car l'Etat socialiste que le prolétariat mettra en place en faisant sa révolution, déploiera tous les moyens pour combattre les préjugés par l'éducation et par la nouvelle organisation économique et sociale. Ce combat est d'une actualité criante.

Mali

AGENTS DE SÉCURITÉ EN GRÈVE

La société de gardiennage G4S-Mali emploie au Mali environ 1500 personnes. Elle est une filiale du groupe britannique G4S qui, avec ses 657 000 employés à travers le monde, fait partie des plus grandes sociétés mondiales en termes d'employés. Elle est présente dans de nombreux pays africains, dont le Mali depuis 2008. Son business est d'autant plus florissant au Mali que le climat d'insécurité qui y règne est de plus en plus problématique tant pour le personnel diplomatique que pour les entreprises privées ou les riches de manière générale. Ces derniers ne font pas trop confiance en la capacité de la police ou de l'armée malienne pour assurer leur sécurité. Alors, ils ont recours à la principale société privée de gardiennage qui a pignon sur rue.

Agents de sécurité : 60 000 F Cfa par mois pour 12h de travail par jour

C'est ainsi que G4S-Mali est devenue la gardienne en titre des ambassades des USA, d'Allemagne, de Suède, du Canada et de bien d'autres encore, de même que du siège locale du Pnud, de l'Unicef, de la Croix-Rouge, d'Orange Mali. Elle s'occupe également du gardiennage des sites miniers, des résidences privées, entres autres. Elle est donc devenue, toutes activités confondues, une des plus grandes sociétés privées présentes au Mali. Ses profits sont d'autant plus juteux que les salaires versés aux employés sont dérisoires. Certains lui ont collé l'épithète de « sangsue ». Elle la mérite bien. Un responsable syndical explique qu'un agent de la G4S en Guinée gagne un salaire d'au moins 160 000 francs CFA pour huit heures de travail par jour, celui du Cameroun plus de 200 000 de francs CFA tandis qu'au Mali il ne perçoit que 60 000 francs CFA par mois pour 12 heures du travail par jour. De plus, il y a trop souvent des retards dans le payement.

Depuis 2015, les agents de sécurités demandent des augmentations de salaires, des primes de risques, le payement des jours fériés et de repos, etc., mais la direction se contente de promettre et puis rien ne se concrétise.

Excédés par l'attitude méprisante de la direction, les agents se sont mis en grève trois fois (du 31 décembre 2017 au 2 janvier 2018, du 2 au 8 janvier 2018 et du 9 au 23 janvier 2018). La direction continue de faire la sourde oreille. Du coup, les agents ont déposé un préavis de grève illimitée à partir du 15 mars.

La direction cherche à casser le mouvement en procédant à des licenciements massifs. 302 agents ont reçu une lettre de licenciement pour motif « *d'abandon de poste* » durant les trois dernières grèves. Elle a obtenu l'aval de l'Inspection du travail qui a déclaré que les grèves étaient illégales.

Quant au gouvernement malien, en laissant les mains libres au patron, il a déjà choisi son camp. C'est la solidarité de classe entre « *sangsues* ».

Mali

LES PREMIERS MINISTRES PASSENT MAIS LA COLÈRE DES ENSEIGNANTS DEMEURE

C'est à croire que le président malien change de Premier ministre comme ses chaussettes. En quatre ans d'exercice de pouvoir, il en est à son cinquième. A peine installé à son poste, le nouveau Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga veut se distinguer en tentant le bras de fer avec les enseignants qui continuent de faire la grève pour l'amélioration de leur condition de travail et de leurs salaires. Ceux-ci sont d'autant plus en colère que le précédent gouvernement n'a pas respecté ses engagements alors qu'un accord avait été conclu avec les représentants des enseignants à la suite des grèves précédentes.

À défaut d'appliquer ce qui a été promis, le gouvernement cherche plutôt à intimider les grévistes en proférant des

menaces. C'est ainsi que la ministre du Travail et de la Fonction Publique, a pondu une circulaire pour procéder à des retenues sur les salaires des enseignants grévistes et d'engager contre eux des procédures de sanctions judiciaires pouvant aller jusqu'à la radiation.

Parallèlement à ces menaces, le gouvernement essaie de monter les parents d'élèves et les élèves contre les enseignants en propageant l'idée qu'à cause des grèves il y a un risque d'année blanche. Manque de chance pour lui, bon nombre d'élèves ont plutôt pris le camp des enseignants car ils sont conscients que si ceux-ci sont mal payés et mal considérés par l'État ils ne peuvent pas donner un enseignement de qualité. Alors, le premier responsable de la perturbation de l'année scolaire c'est d'abord le gouvernement lui-même. Il faut qu'il respecte ce qu'il a promis aux enseignants !

Mali

LES CONDUCTEURS DE KATAKATANI SONT EN COLÈRE

Le katakatani, un moyen de transport populaire à Bamako et ses environs

Les conducteurs de Motos tricycles (Katakatani selon la dénomination locale) ont fait une grève de 48 heures à Bamako à partir du 8 février. Ils protestent contre la cherté du prix des vignettes ainsi que l'interdiction de circuler dans huit artères principales de la capitale. Certains axes leur sont autorisés mais seulement à certaines heures de la journée.

Aujourd'hui les vignettes coûtent entre 33 000 et 63 000 F Cfa selon les modèles alors qu'il y a quelques années le tarif unique était de 12 000 F. Les conducteurs réclament un tarif unique de 15 000 F et la liberté de circulation sans restriction. Mais comme les autorités ne veulent rien entendre, les conducteurs ont rangé leurs tricycles durant 48 heures en guise de protestation.

En cette période de chômage endémique, cette activité de transport urbain bon marché fait vivre plusieurs milliers de familles à Bamako et dans ses environs (17 à 25 000 selon certains). En même temps, elle arrange beaucoup les petites gens qui ont peu de moyens pour se déplacer ou pour transposter des marchandises. Mais les autorités de la ville et de l'État ne voient les Katakatani que comme sources de recettes supplémentaires pour leur caisse.

Sénégal

BRAS DE FER ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES ENSEIGNANTS GRÉVISTES

Excédés par les promesses non tenues du gouvernement sur les revendications que les enseignants réclament depuis des années, ces derniers poursuivent leur mouvement de grève. Mais les esprits commencent à s'échauffer du côté des grévistes.

C'est peut-être le but recherché par le gouvernement pour trouver un bon prétexte de réprimer la grève et en même temps pour accuser les enseignants d'être des « casseurs » ou des « saboteurs » de l'année scolaire.

À Dakar, le 1er mars, des enseignants ont été interpellés puis embarqués manu militari par la police alors qu'ils participaient à un sit-in devant les locaux du ministère de l'Education nationale.

Le même jour, à Kaolac, une ville importante à l'intérieur du pays, les enseignants regroupés au sein de nombreux syndicats ont organisé une importante marche en se dirigeant vers la préfecture. Des provocateurs probablement de mèche avec la préfecture, ont tenté de mettre la pagaille pour faire dégénérer la marche lorsqu'elle est arrivée devant la préfecture.

Visiblement, les autorités cherchent à casser le mouvement de grève quitte à mettre de l'huile sur le feu. Mais à jouer avec le feu, elles prennent le risque de se bruler les doigts !

Côte d'Ivoire

ASSASSINAT DU PETIT BOUBA, UN CRIME BARBARE D'UN AUTRE ÂGE À IMPUTER À CETTE SOCIÉTÉ MALADE DU CAPITALISME

Le 24 février, un petit garçon de 4 ans, Bouba, a disparu de la demeure familiale du quartier de Williamsville. Il aurait été tué par un voisin, un petit bijoutier bien connu de la famille. Ce dernier l'aurait égorgé puis vidé son sang à des fins de rituels magiques. C'est son marabout qui lui aurait prescrit un tel « sacrifice pour devenir riche ».
Tout Abidjan est secoué et indigné par ce meurtre qui a plongé les populations dans la psychose des crimes rituels, surtout en cette veille d'élections où certains politiciens louent les services de féticheurs et autres marabouts pour « gagner des élections ». On peut se demander si derrière le crime commis par le petit bijoutier il n'y a pas un commanditaire haut placé en mal de pouvoir magique. Les rumeurs vont bon train, alimentées par les réseaux sociaux et les médias.

On en est en plein 21ème siècle où les techniques de communication les plus sophistiquées comme l'internet, servent à propager les rumeurs les plus sordides, fondées sur des croyances venant du fond des âges. Le fait de cliquer sur un bouton et envoyer un message ou une image instantanément à l'autre bout de monde n'est pas considéré comme de la magie. Mais il y a encore des gens qui sortent parfois des grandes écoles et qui continuent de croire qu'en sacrifiant un être humain et en buvant son sang on peut devenir riche et puissant. Il y a dans ce pays des juges qui condamnent des pauvres gens pour avoir soi-disant « mangé l'âme » de quelqu'un ou de lui avoir « jeté un sort », etc.

C'est complètement stupide et aberrant mais c'est toute la société capitaliste qui est aberrante. Les moyens techniques et les connaissances scientifiques ne sont pas développés pour éclairer la conscience du plus grand nombre mais avant tout pour permettre aux capitalistes d'accroitre leurs profits. Il est dans l'intérêt des exploiteurs et des Etats qui sont à leur service, de maintenir les classes pauvres dans l'ignorance, d'entretenir les préjugés et les croyances de toutes sortes pour qu'elles continuent à croire que si elles sont pauvres c'est à cause d'un mystère qui échappe à leur volonté et à leur entendement. Comment s'étonner alors que les marabouts, les féticheurs et les charlatans de toutes obédiences, fleurissent

dans les réseaux sociaux, les chaines de radios, les coins de rues pour vendre leurs grigris anti-accident, anti-poison, anti-malheurs et autres sacrifices pour devenir millionnaire ?

Une marche à Abidjan pour condamner le meurtre du petit Boubou

Un certain nombre de personnes ont tenu à participer à un rassemblement de solidarité avec la famille du petit garçon et en même temps pour dénoncer l'acte odieux. On a vu aussi la « première dame de Côte d'Ivoire » accompagnée de quelques politiciens, sur les pages des journaux en train de verser sa petite larme. «L'auteur de cet acte criminel ne restera pas impuni » a-t-elle dit. « Plus jamais ça », a dit un membre du gouvernement. Mais quelles décisions ont-ils prises pour que cela ne se reproduise pas ? Tous les jours à la radio, on continue de donner la parole aux charlatans. Les églises propagent à longueur de journée que les miracles sont des réalités. Des marabouts accompagnent certains politiciens pour les « protéger contre le mauvais sort », etc.

Des meurtres comme celui de Bouba, il y en aura d'autres. Ce ne sont pas les quelques indignations venant du palais présidentiel ou d'un ministère qui changeront quelque chose. Il s'agit d'un problème profond qui ne trouvera sa solution que par un changement en profondeur de la société. Si on ne met pas fin à la pauvreté et à l'ignorance on ne peut pas mettre fin aux préjugés et aux croyances de toutes sortes qui en découlent. Or les gens qui sont au pouvoir vivent d'un système qui engendre la misère. Ils ne peuvent pas lutter contre le système qui les nourrit.

Seuls les travailleurs, s'ils s'organisent pour mettre fin à cette société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, peuvent réaliser ce changement en profondeur. En prenant le contrôle du pouvoir et de l'économie, ils mettront les moyens techniques et les richesses au service de la grande majorité. Ils mettront les moyens de l'Etat pour propager l'éducation de la population afin de lui donner la possibilité de comprendre les choses qui lui paraissent obscures aujourd'hui. C'est alors seulement qu'on pourra dire que la sorcellerie et les rites magiques seront enterrés avec le capitalisme, et jetées dans la poubelle de l'histoire humaine.

BLOLEQUIN : LA POPULATION SE RÉVOLTE CONTRE LE RACKET

Le 17 février, la ville de Blolequin située à l'ouest du pays a été secouée par un soulèvement de la population. À l'origine, il y a l'assassinat à bout portant par un gendarme d'un conducteur de moto qui refusait de lui payer la somme de 1000 F. Qu'un gendarme, non content de racketter les populations à longueur de journée se mette maintenant à tuer pour une bagatelle, ce fut la goutte d'eau de trop.

La colère de la population fut telle que le gendarme criminel a été lynché jusqu'à ce que mort s'en suive. Après quoi la foule s'est déplacée vers la brigade de gendarmerie, l'a saccagé et incendié. En bref, tous les symboles de l'Etat ont été visés pour exprimer un ras-le-bol du racket

et de la violence des forces de l'ordre contre les petites gens. C'est un avertissement qui leur servira peut-être de leçon.

Tchad

LA GRÈVE GÉNÉRALE CONTINUE DANS LE SECTEUR PUBLIC

Cela fait un mois que les travailleurs du secteur public ont arrêté le travail pour protester contre les coupes claires constatées dans les bulletins de paye de janvier. En effet contrairement aux promesses du gouvernement de ne pas toucher aux salaires, les fonctionnaires et les agents de la fonction publique ont eu la désagréable surprise de constater que leurs salaires avaient été amputés : les primes et les indemnités n'ont pas été versées.

Des négociations ont eu lieu le 1er mars entre les syndicats et le dictateur Idriss Deby mais cela n'a rien donné. Dans un compte rendu aux travailleurs venus nombreux l'écouter à la bourse du travail de Ndjaména, le porte-parole de la Plateforme syndicale (l'Union des syndicats du Tchad -UST-, le Syndicat des enseignants et chercheurs du supérieur -SYNECS- et la Confédération indépendante des syndicats du Tchad -CIST-) a indiqué que le chef de l'État a appelé à la reprise des activités, du dialogue et que le salaire du mois de février sera payé sans les jours de grève.

Les grévistes ne sont pas d'accord. Ils décident de poursuivre la grève. Pour eux, « *il n'est pas question de lever la grève tant que l'avantage coupé n'est pas restauré et le décret 687 doit être abrogé* ». D'un commun accord, ils ont appelé de nouveau à une « *grève générale illimitée* ».

Rappelons que les travailleurs réclament entre autres, l'annulation du Décret 687 portant réduction des indemnités, la suppression des abattements des salaires de 5 à 45% du personnel civil de l'État ainsi que les augmentations des impôts et taxes, réduisant ainsi à néant le pouvoir d'achat des travailleurs.

Face à la grogne sociale, le gouvernement multiplie la répression : des manifestants sont arrêtés et jetés en prison. Certains sont torturés. Le pouvoir interdit les manifestations, les rassemblements sont dispersés à coups de grenades lacrymogènes, la police tire parfois sur eux à balles réelles ; il y a eu des morts et des blessés graves. Les partis politiques qui soutiennent les grévistes ou qui appellent à des manifestations sont interdits... Le bras de fer continue donc entre le gouvernement du dictateur Idriss Deby et les dirigeants des centrales syndicales.

La mobilisation tient bon malgré la répression et les intimidations. La grève des fonctionnaires peut toucher de nouveau le secteur privé comme ce fut le cas le 5 février dernier, où le personnel des banques privées, des opérateurs de téléphonie mobile notamment, ont cessé le travail par solidarité. Si tel est le cas, Deby et son gouvernement de voleurs et de trafiquants, aux ordres du grand capital et avec le soutien tacite de l'impérialisme français, seront bien obligés de satisfaire les revendications.

Éthiopie

À NOUVEAU L'ÉTAT D'URGENCE DANS LE PAYS

Le premier ministre Hailemariam Desalegn a démissionné de son poste le 17 février 2018 et a aussi rendu sa casquette de président de la coalition au pouvoir. En effet la coalition regroupe le parti tigréen de l'ancien Premier ministre Meles Zenawi, le Front Populaire de Libération du Tigré (FPLT) et le Front Démocratique Révolutionnaire des Peuples Éthiopiens (FDRPE).

Etat d'urgence à Addis-Abeba : larmée patrouille

Depuis le mois de janvier dernier, la population montre son mécontentement par diverses manifestations dans la capitale, Addis-Abeba, et dans les régions Oromo et Amhara. Le pouvoir se sent acculé par l'atmosphère de révolte au sein de la population. Ces derniers temps le mécontentement se manifeste par la grogne de la population d'Addis Abeba et des grandes villes. Il a fallu des mesures pour calmer la situation. Le premier ministre a promis la libération des journalistes, des blogueurs critiques, emprisonnés depuis plusieurs années, ainsi que des dirigeants et militants divers. Pour commencer, il a libéré les hommes politiques ou journalistes les plus populaires comme Andualem Arage et Eskinder Nega, qui étaient condamnés, depuis 2012 l'un à perpétuité et l'autre, à 18 ans de prison. Selon les médias, il y aurait aussi plusieurs milliers de libérés dont un millier est considéré comme coupable de soulèvements armés. Il est probable que bien d'autres soient encore restés en prison.

Les dirigeants au pouvoir ont de nouveau déclaré l'état d'urgence pour six mois, ce qui laisse penser qu'il y a une véritable instabilité gouvernementale. La coalition ne se sent pas capable de maintenir le calme dans le pays.

Déjà au cours de la période octobre 2016 à août 2017, le pays a été secoué par une crise politique profonde jamais vue depuis vingt-cinq ans. Dans les régions Oromo et Amhara les populations se sont soulevées parce qu'elles considéraient qu'elles n'étaient pas représentées au sein des instances dirigeantes. Elles constituent 60% de la population alors que les Tigréens ne sont que 7%. Les dirigeants oromos et amharas veulent « une place équitable au sein de l'appareil d'État ». Ils veulent un régime « plus démocratique » disent-ils, mais pour faire la même politique contre les travailleurs.

La situation est telle que l'impérialisme américain s'est senti obligé d'intervenir auprès des dirigeants éthiopiens pour qu'ils calment l'atmosphère et accordent les libertés démocratiques dans le pays. L'impérialisme espère le retour à un calme relatif dans le pays parce que l'Éthiopie représente un allié important en Afrique de l'Est. Elle a une force armée pour lutter contre les djihadistes venant de Somalie. D'ailleurs c'est pour cela que les USA ne lésinent pas et lui accordent facilement des aides financières régulières.

Même si les médias considèrent le pays, parmi ceux d'Afrique, comme celui qui progresse le plus économiquement, il n'en demeure pas moins que la population souffre

du chômage et de l'augmentation des prix des denrées alimentaires.

Pour le moment, les salariés, les ouvriers et les paysans pauvres ne se sont pas manifestés. Mais le jour où ils descendront dans les rues, on peut dire que tous les dirigeants de ce pays ne feront pas long feu.

Afrique du Sud

UN NOUVEAU PRÉSIDENT AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE

Depuis le 15 février, Cyril Ramaphosa est le nouveau président de l'Afrique du sud. Sa nomination a fait suite à la démission de Jacob Zuma, impliqué dans de nombreuses affaires de corruption et de plus en plus haï par la population pauvre.

L'ANC (Congrès National Africain), le parti de Mandela, dirige le pays depuis 1994. Le régime raciste d'apartheid a été aboli depuis cette époque et des présidents noirs ont succédé aux présidents blancs à la tête du pays. Une minorité de personnes d'origine africaine a pu accéder à des postes réservés jusque-là aux seuls blancs, y compris à la tête des grandes firmes minières du pays. Toute une couche de petits bourgeois et d'intellectuels noirs écartés jusque-là de certains privilèges, occupent aujourd'hui des postes de cadres et de sinécures et habitent dans des demeures luxueuses au cœur des quartiers résidentiels des grandes villes du pays.

Les intérêts fondamentaux des grands capitalistes nationaux comme internationaux, ont été préservés dans la continuité du régime usé de l'époque honnie de l'apartheid. L'ANC au pouvoir a continué à mettre au pas les travailleurs noirs ainsi que la population pauvre de ce pays. C'est avec l'accord de Jacob Zuma président du pays et aussi celui de Ramaphosa à cette époque administrateur du géant minier Lonmin, que les forces de police ont tiré sur les grévistes de Marikana faisant 34 morts en 2012. Ramaphosa avait fait ses débuts en tant que militant puis leader syndicaliste, mais rapidement il est devenu milliardaire en tant qu' homme d'affaires. D'après le magazine Forbes il était en 2015 la douzième plus grosse fortune d'Afrique du Sud. Selon sa déclaration de patrimoine, il possède 32 propriétés dans le pays.

Les dirigeants nationalistes se sont succédé au pouvoir en s'adressant aux opprimés, mais quand ils y sont, c'est la bourgeoisie capitaliste qui est servie. C'est pourquoi la classe ouvrière d'Afrique du Sud, qui a une longue tradition de lutte, ne doit compter que sur elle-même pour améliorer son sort.

Mayotte

LA COLÈRE DE LA POPULATION PAUVRE FACE À LA DÉGRADATION DE SA SITUATION ET À L'INSÉCURITÉ

Depuis plusieurs semaines les grands axes routiers qui relient les principales localités de l'île de Mayotte, département français situé dans l'océan indien au large de Madagascar, sont bloqués par la population en colère. A la capitale Mamoudzou, de grandes manifestations réunissant plusieurs centaines, quelques fois plus d'un millier de personnes, continuent de se tenir depuis le début de cette année. Cette situation n'est pas nouvelle puisqu'en 2016, puis en 2017, des mobilisations similaires se sont tenues.

Les syndicats des enseignants et des agents de l'Éducation nationale figurent parmi les organisateurs de la mobilisation actuelle. Ils en ont marre du manque criant de moyens pour enseigner. Certaines écoles primaires et élémentaires situées dans des petits villages sont complètement délaissées par les autorités. Les classes sont surchargées et la plupart des enfants, après avoir effectué plusieurs kilomètres à pieds dans les sentiers boueux, n'ont d'autre choix que celui de rester debout durant les cours ou de s'asseoir à même le sol y compris en cette saison des pluies, qui n'est pas tout à fait finie. Ils ont faim, ils ont soif et sont pour la plupart vêtus de haillons parce que leurs parents sont très pauvres. Le nombre d'élèves a augmenté de 80% en dix ans.

En plus de la dégradation de leurs conditions de travail, les enseignants et le personnel des écoles protestent contre les violences qu'ils subissent. En effet des jeunes sont entrés armés de bâtons et de machettes, dans certains établissements et des cars de ramassage scolaire ainsi que des autobus ont été caïllassés. Cela a amené des chauffeurs de bus à effectuer des « opérations escargots », qui ont paralysé les principales localités.

Le mouvement actuel de protestation est organisé par de multiples organisations. La CGT Educ'action et FO sont dans la mobilisation, mais il y a aussi sur le terrain, des organisations à caractère essentiellement sécuritaires. Il s'agit de différents collectifs, encouragés par la préfecture et soutenus ouvertement par le syndicat patronal Capeb. Ces gens se contentent d'appeler les pouvoirs publics à plus de fermeté à l'égard des pauvres en général et des migrants en particulier, qui sont essentiellement originaires des îles Comores voisines, chassés par la crise et par la misère. Les pouvoirs publics sont à leur écoute puisqu'ils viennent d'annoncer qu'un fort contingent de gendarmes mobiles équipé de véhicules spéciaux, est en train d'être dépêché depuis l'île de la Réunion voisine. On peut faire confiance au gouvernement français, en matière de chasse aux déshérités, pauvres et vulnérables, il a une longue expérience datant des temps coloniaux.

La CGT Educ'action s'est à juste raison désolidarisée de certains groupes en déclarant qu'elle « refuse... de s'associer à des actions stigmatisant une partie de la population ».

Il est inacceptable que les capitalistes mahorais, français ou autres, avec la complicité des gouvernements successifs, réussissent à diviser le camp des travailleurs en les dressant les uns contre les autres pour mieux s'enrichir sur le travail de ceux qui en ont et pour imposer les bas salaires, le chômage et la précarité à une grande partie de la population.

Immigration

UN PROJET DE LOI PLUS RÉPRESSIF EN PRÉPARATION

Puy-en-Velay, 21 février 2018: Manifestation d'une association d'accompagnement des migrants contre le projet de loi

Le 21 février dernier un projet de loi sur l'immigration intitulé « Pour une immigration maîtrisée et un droit effectif » a été présenté au conseil des ministres. Il s'agit ni plus ni moins de limiter encore plus l'arrivée des migrants en France ou d'en expulser plus largement et plus facilement.

En voici certaines mesures essentielles de ce projet : l'entrée illégale en France, c'est-à-dire sans passer par un point de contrôle, est passible d'un an de prison ferme ; les immigrés en possession d'une fausse carte d'identité seront punis de cinq ans de prison (contre un an actuellement) ; la durée maximale dans un centre de rétention sera allongée : 90 jours au lieu de 30 auparavant ; Quant aux demandeurs d'asile, ils ne disposeront que d'un séjour de six mois au lieu de onze pour attendre une décision. L'objectif inavoué est de bien vite expulser les déboutés.

Ce projet de loi, s'il est adopté, ce sera une attaque de plus contre les migrants ; ce sera plus de répression contre eux. Mais s'ils sont organisés malgré leur vulnérabilité, et s'ils arrivent à obtenir le soutien des travailleurs français et d'une frange de la population, le gouvernement n'aura peut-être pas les mains aussi libres pour sévir à son gré.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.